

DU DEGRE OPTIMAL DE RADICALITE

Michel Husson, économiste

dernier ouvrage paru : *Les casseurs de l'Etat social*, La Découverte, 2003

On raconte que l'économiste Laffer a dessiné la courbe qui l'a rendu célèbre sur un coin de nappe en papier. Un taux d'imposition à 0 % ne procure aucune recette, à 100 % non plus ; il y a donc, entre les deux, un taux optimal qui maximise les rentrées fiscales. On pourrait construire une courbe identique montrant que si « trop de radicalité tue la radicalité », une radicalité insuffisante ne conduit pas non plus au rendement optimal. Pour reprendre la formule d'un autre économiste célèbre, Paul Krugman, « it's time to be radical ». L'heure est en effet au radicalisme, non pas en raison d'un quelconque effet de mode idéologique, mais des tendances du capitalisme contemporain, lui-même en voie de radicalisation avancée.

Il est d'abord radicalement anti-social. L'offensive néo-libérale est en train de franchir un nouveau seuil, et on peut parler d'un processus de « thatchérisme » de l'Europe. Assurance-maladie, retraites, code du travail, négociation collective, statut des chômeurs, choix budgétaires, modération salariale : si on met bout à bout toutes les « réformes » engagées aujourd'hui, on constate une volonté de rupture radicale avec le principe de solidarité comme principe fondateur d'une société moderne. Le capitalisme contemporain est ensuite profondément corrompu. Pour justifier les « réformes », il invoque la concurrence mondialisée qui rendrait inéluctables les restructurations et la mise en cause des droits sociaux. Mais, derrière le clinquant de la modernité *high tech*, on découvre chaque jour ce dont est fait l'ordinaire capitaliste : des comptes truqués ; des cabinets comptables véreux ; des paradis fiscaux discrets ; des banques d'affaires peu regardantes ; des patrons qui se sucent abondamment. Les affaires en cascade (Enron aux Etats-Unis, Parmalat en Italie, Adecco en Suisse ou Manesmann en Allemagne) montrent qu'on ne peut plus raisonner comme s'il s'agissait de quelques brebis galeuses isolées : c'est tout le système qui apparaît comme gangrené, et ce phénomène n'épargne pas le capitalisme « rhénan » réputé plus civilisé. Enfin, le capitalisme fait aujourd'hui courir aux habitants de la planète des dangers radicaux : son incapacité à lutter contre l'effet de serre ou contre les ravages du Sida renvoie à un facteur commun, à savoir une volonté dogmatique d'apporter des solutions marchandes à des problèmes qui ne peuvent être traités par un simple aménagement des marchés.

Face à ces involutions, la période récente a montré la dramatique inefficacité de la posture sociale-libérale. Elle consiste à accepter comme incontournable la mondialisation capitaliste, tout en s'efforçant de la canaliser, afin de lui donner visage humain. Mais ce positionnement est manifestement sous-optimal. Là non plus, il ne s'agit pas de pétition de principes mais de leçons tirées de l'expérience récente. Ainsi, entre 1996 et 2001, dix millions d'emplois ont été créés en Europe, dont deux en France. Personne ne se risquerait à soutenir que ce résultat encourageant provient de l'application des recettes néo-libérales. L'embellie a au contraire été rendue possible par un relâchement de fait des préceptes de l'économie dominante, notamment un euro faible, et des salaires suivant un peu mieux les gains de productivité. On n'a pas assez souligné à quel point l'argument central du Medef à l'encontre du passage aux 35 heures s'auto-détruit. Il consiste à dire que la réduction du temps de travail a conduit à une hausse du coût du travail qui a freiné l'emploi ; mais si cela est vrai (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas en raison de l'intensification simultanée du travail) il n'est plus possible d'imputer les créations d'emplois à la baisse du coût du travail, et elles restent alors incompréhensibles. Après l'embellie, la baisse du dollar et le nouveau gel des salaires ont à nouveau enfoncé l'Europe dans la récession, alors même que ce retour à des règles vertueuses auraient dû doper l'emploi.

Le pari social-libéral, symbolisé par le Traité d'Amsterdam, était de rendre compatible l'orthodoxie monétaire et financière avec l'emploi. Il a été perdu, et cet échec a débouché sur une crise majeure, avec la rupture du Pacte de stabilité. Ce qui se passe aujourd'hui en Allemagne illustre encore mieux le naufrage d'un tel projet : c'est en effet le gouvernement SPD-Verts qui mène une « réforme » visant ni plus ni moins à vider de sa substance un modèle social qui aurait pu servir de référence à l'ensemble de l'Europe. Les tensions entre le couple franco-allemand et le reste de

l'Union manifestent une divergence croissante d'intérêts entre les Etats-membres de l'Union, mais celle-ci ne renvoie plus, malheureusement, à des projets différents en matière de modèle social.

Certains souligneront que la politique du gouvernement Raffarin est plus dure que celle de la gauche plurielle, qui apparaîtrait rétrospectivement comme un moindre mal. C'est indéniable, à ceci près que toutes les mesures prises aujourd'hui profitent d'un terrain préparé par celles du gouvernement précédent, ou par celles qu'il n'a pas prises. Dans une tribune parue dans *Le Monde* du 26 juin 2003, Alain Bergounioux, secrétaire aux études du Parti socialiste se demandait ce que ferait un gouvernement de gauche revenu au pouvoir en matière de retraites. La réponse apportée à cette question légitime était proprement atterrante : il faudrait « engager une négociation pour assurer le financement de la réforme Fillon ». Comment signifier plus clairement que l'idée de remettre en cause cette réforme est aussi étrangère à la réflexion sociale-libérale que l'a toujours été celle de revenir sur la réforme Balladur de 1993 ?

Il faut garder tous ces éléments présents à l'esprit quand on s'attache à apprécier les options politiques présentes pour les prochaines élections. Passons sur l'argument paresseux de la montée des extrêmes, comme s'il était équivalent de vouloir supprimer l'impôt sur le revenu et sur la fortune (Le Pen) et de vouloir imposer les revenus du capital (Besancenot). Passons sur l'argument douteux du vote utile : où est en effet l'utilité d'un vote dont le choix est limité à arbitrer entre « épargne salariale » et « fonds de pension à la française » alors qu'on sait, depuis le sommet de Barcelone, que la gauche et la droite sont tombées d'accord sur un « diagnostic partagé » ?

On devrait poser la question autrement et s'interroger sur la rationalité du vote, autrement dit sur son adéquation au degré de radicalité des projets libéraux. On est alors en droit de soutenir que l'offre de la gauche radicale est la mieux ajustée aux paramètres de la situation actuelle. C'est sans doute le seul moyen de rompre avec la perspective désespérante d'une alternance sans fin entre une droite de combat et une gauche d'accompagnement.